RÉFLEXION SUR L'AVIS DE MOTION DE L'AFESH

Pendant le dernier congrès se déroulant à Desbiens le 20 et 21 février 2016, suite à un tour de table concernant les principes, les revendications et pratiques féministes, l'AFESH a déposé un avis de motion[1] visant à prouver que certaines associations étudiantes membres de l'ASSÉ ont de telles positions en vue du congrès annuel. Depuis son dépôt, nous avons eu plusieurs discussions avec des femmes de différents campus (notamment au Congrès Femmes), de même qu'entre étudiants et étudiantes de Maisonneuve. Nous aimerions partager les réflexions et propositions auxquelles nous arrivons.

RETOUR SUR LA DÉMARCHE

Notre réserve principale face à l'avis de motion, c'est que nous constatons des glissements qui nous semblent problématiques dans les discussions qui l'entourent. Quand on entend certaines prises de parole, on pourrait penser que les obstacles au féminisme dans le mouvement étudiant ne sont plus des difficultés communes face auxquelles les femmes des différentes associations cherchent à s'unir, mais que ces obstacles sont le fait de quelques associations "moins militantes" qu'il s'agit de "sortir" au plus vite de l'ASSÉ pour qu'elles cessent de ralentir l'ensemble de l'organisation par leur manque de positions et de pratiques féministes. En ce sens, il nous semble que d'emblée on crée une rivalité entre les associations qui seraient "plus féministes" et les autres. Pourtant, si l'objectif est de poursuivre la progression du féminisme dans les campus, force est de constater que le fait d'être dans l'ASSÉ, même pour des associations moins actives pendant un temps, contribue à diffuser et entretenir auprès de la population étudiante locale certaines pratiques (alternance des tours de parole dans les AG, le matériel d'information distribué est féminisé) et réflexions féministes (perspective féministe sur la campagne, camps de formation), qui participent à interpeller de nouvelles militantes féministes au local. Aussi, bien que le partage des bilans écrits du féminisme au local est une expérience enrichissante, nous constatons que la volonté d'entraide et de soutien que nous ressentons lors des rencontres entre féministes (congrès femmes[2], coco non-mixte, rencontres informelles) peine à se réaliser concrètement dans le contexte et se transforme en méfiance et confrontations entre associations lors des instances mixtes. Nous trouvons donc que, plutôt que de soutenir une plus grande solidarité entre féministes, l'avis de motion accentue les rapports de compétition et les tensions entre les associations en se nourrissant des difficultés actuelles de mobilisation et de collaboration entre les associations membres de l'ASSÉ. Il nous semble aussi qu'il y a un risque qu'en mettant de la pression aux associations moins "garnies" en termes de principes, revendications et pratiques féministes, elles adoptent de nouvelles

---

1 *Considérant le 7ème principe de base et le l'article 5 du deuxième chapitre des statuts et règlements, modifiés en 2013;*
Considérant le pluriel associé aux principes, des revendications et des pratiques féministes dans les statuts et règlements;
Que le Congrès invite ses associations membres à appliquer et organiser davantage de pratiques féministes;
Que l'AGECD, l'AGEBdeB, l'AGES, le RÉÉSUM, l'AGEECLG, l'ABEILL et l'AGEEM prouvent qu'elles ont des revendications féministes;
Que l'AGECAL, l'AECS, l'SCPASA, l'ACSSUM, le FASA, l'AÉÉCSGUM, l'AELCUM, l'AÉMUM, l'ASSOCÉTASE, l'AEHUM, l'ADÉPUL, l'AÉÉA-UL, l'AGEEPP-UL, l'AGÉÉTUL, le RÉÉAV, le RÉSUL, l'AHCSSA, l'AGEMDELCUS, le MÉDIIAS, l'AECSSP-UQAM et l'AGECOV prouvent qu'elles ont des principes, des revendications et des pratiques féministes;
Que l'AGÉFXG prouve qu'elle a des principes et des revendications féministes, Que Liberal Arts Society prouve qu'elle a des principes féministes; Que l'AECSAUM prouve qu'elle a des revendications et des pratiques féministes;
Que ces mandats soient envoyés sur ASSÉ-support, Si ces conditions ne sont pas remplies au Congrès annuel, que le Congrès considère ces associations comme non-membres.

2 En effet, suite aux caucus « Montréal », « Québec » et « régions » en Congrès femmes, il semblait y avoir une volonté de se solidariser entre féministes et d'améliorer la collaboration entre les associations locales (par exemple il semblait y avoir un intérêt à venir en soutien à l'ETS qui n'est pas membre de l'ASSÉ).

positions sans avoir eu de travail de réflexion préalable sur la capacité à les respecter et que l'on favorise ainsi la pratique d'un féminisme de façade. À ce sujet, il nous semble important de parler des différences importantes mentionnées par des femmes de différents campus quant aux réalités locales de leurs associations et que l'avis ne prend pas en compte.

LES RÉALITÉS LOCALES

À plusieurs reprises, lors de discussions sur l'avis de motion, la question des réalités locales de chaque association est revenue notamment pour rendre compte des difficultés variables auxquelles font face les féministes. Ces différences touchent plusieurs aspects. D'une part, plusieurs femmes des régions ont fait valoir que l'éloignement géographique et la difficulté d'accès à certaines ressources pouvaient prendre plusieurs formes: éloignement des militant-e-s membres d'autres assos et de la plupart des membres de l'équipe nationale, ce qui réduit les possibilités de soutien à la mobilisation (notamment féministe); difficulté d'intégrer les réseaux informels qui partagent discussions et matériel d'information; impression que "tout est à faire" et repose sur les épaules des quelques militantes (dans le sens où il est plus plausible à Montréal de se "joindre" à une manifestation féministe non-mixte ou à des ateliers d'auto-défense ou à des cercles de discussion, ou de trouver des centres de documentation féministe, par exemple). Évidemment, nous ne voulons pas parler à la place des régions hors-Montréal, mais nous essayons de rendre compte (sans aucun doute de manière partielle et incomplète) de partages auxquelles nous souhaitons être sensibles. Il ne s'agit pas non plus de laisser entendre que militer ou être féministe à Montréal est facile (nous en savons quelque chose!), mais de reconnaître que, d'un point de vue organisationnel, il y a des avantages incontestables à être proches et à cohabiter avec divers groupes et collectifs féministes qui organisent des activités à proximité.

Nous tenons d'ailleurs à préciser quelques éléments à ce sujet, puisque plusieurs associations montréalaises ont souligné leur désaccord avec ce qu'elles voient comme une "idéalisation" (parfois vue comme opportuniste) de la situation des assos montréalaises. Pourtant, comme le soulignent des commentaires du texte "Trop plein drummondvillois" (sur le facebook du CRAM), cette illusion, les asso de Montréal participent aussi à la créer. Par exemple, dans son texte d'explication de l'avis de motion, l'AFESH parle de l'AECSL dans ces termes: "Cette association étudiante fondatrice, la première à adopter le 7e principe avant même le Congrès d'orientation de 2013, est historiquement très mobilisée et est un atout majeur pour assurer le dynamisme des politiques à l'ASSÉ". Si l'AECSL est un "atout majeur", doit-on comprendre que, même si formellement toutes les assos sont égales, symboliquement, certaines "valent" plus que d'autres? Certes, c'est anecdotique, mais, dans le même sens, l'AFÉA a diffusé sur assé-support son "bilan critique de l'ASSÉ" récemment dans lequel elle rapporte exclusivement des propositions du SECMV, de l'AECSL et de l'AFESH, sans même mentionner les commentaires, textes ou propositions amenées par des assos hors-Montréal sur ces questions[3], comme si au fond, leur point de vue était relativement accessoire pour comprendre la "situation à l'ASSÉ". Aussi, quand des femmes des assos de région nous disent qu'elles se sentent disqualifiées dans leurs efforts par l'avis de motion, ou qu'elles ont moins accès aux ressources et aux réseaux informels d'information, il nous semble comprendre que c'est entre autres de ce type de situation (dont on a vu plusieurs cas de figure dernièrement) qu'elles parlent.

Dans le même sens, finalement, il nous semble important de prendre au sérieux les difficultés rencontrées par les femmes sur leur campus et d'adopter une posture solidaire (plutôt que jugeante) à

3 Encore une fois, l'idée n'est pas de perpétuer un clivage assos montréalaises / région qui simplifie la réalité (par exemple, les critiques de la sogéécom ne sont pas non plus prises en compte dans le bilan!), mais nous voulions mettre l'emphase pour une fois sur le point de vue des régions dont les 3 textes de réflexion récents par exemple sont tout simplement passés sous silence.

l'égard de toutes les féministes qui tentent de lutter. En fait, le degré d'hostilité et d'antiféminisme varie selon les campus et les périodes (il faut par exemple avoir vu le *Spotted Garneau Uncensored* - ou être allé-e à Garneau pour constater qu'à FXG la charge d'antiféminisme est clairement plus intense que ce que nous vivons à Maisonneuve et que ça peut avoir un effet très intimidant pour des initiatives féministes). De plus, bien souvent dans les cégeps, il s'agit du premier contact que les étudiant-e-s ont avec les milieux militants et de leur première expérience de militantisme. Contrairement aux Universités où les militant-e-s restent plus longtemps, le peu d'expérience des militant-e-s dans les cégeps ainsi que le roulement de ceux-ci dû à la courte durée de la scolarité collégiale influence la capacité d'action des associations étudiantes collégiales. En ce sens, il nous semble que les bilans offrent une représentation limitée du féminisme au local en 1) exposant seulement l'aboutissement des luttes et débats qui ont été menés au niveau local sans montrer le travail des militant-e-s pour arriver à ces résultats, ni les spécificités de chaque campus; 2) en montrant davantage le processus cumulatif des positions prises par les générations précédentes de militant-e-s plutôt que l'effort de mobilisation en cours. Ainsi, il est risqué de juger de la combativité d'une association à la grosseur de son bilan, ou d'évaluer si elle est féministe à partir d'un bilan (ou d'une absence de bilan) exigé à deux congrès de préavis dans un contexte où de nombreuses associations sont dans un état de fatigue militante et de démobilisation avancées.

UNE CAMPAGNE ANNUELLE CONTRE LA CULTURE DU VIOL?

Enfin, il nous semble important de souligner que, contrairement à ce que laisse entendre l'AFESH, et bien que nos milieux soient encore loin d'être pleinement inclusifs et égalitaires, il est néanmoins indéniable qu'il y a eu une progression du rapport de force féministe au sein des instances de l'ASSÉ et de la plupart des associations locales. Cette progression s'est manifesté notamment dans l'intervention féministe au camp de formation des 6 et 7 février derniers (diffusée dans l'édition féministe de l'Ultimatum); dans la première mouture du congrès Femmes ou dans l'ouverture réelle et l'enthousiasme que nous avons observé (de la part de l'équipe nationale et de plusieurs autres associations locales) face à la possibilité de faire d'une campagne féministe contre la culture du viol et les agressions sexuelles la campagne principale de l'ASSÉ l'année prochaine. Bien que nous ayons des réserves quant à cette idée (que nous exposons plus bas), il nous semble que tout cela participe à créer un contexte favorable au fait d'adopter une approche plus progressive et solidaire (plutôt que d'exclusion) pour soutenir la diffusion d'un féminisme combatif dans l'ensemble des associations membres de l'ASSÉ. Aussi, suite aux réflexions suscitées par l'avis de motion de l'AFESH, par la proposition de campagne féministe et par la lecture des bilans féministes des associations, nous avons tenté de donner forme à ce qui pourrait être des pistes d'action concrètes pour faire croître encore le rapport de force féministe en milieu étudiant d'ici le prochain congrès annuel.

Comme nous l'avons souligné ci-haut, nous avons senti dans les dernières semaines une certaine effervescence autour de l'idée d'une campagne féministe comme campagne principale à l'ASSÉ, avec la diffusion de quelques propositions à ce sujet. Cela dit, bien que nous partageons le désir de lutter plus activement sur ces questions, nous croyons qu'il est hasardeux pour l'ASSÉ de supporter une campagne féministe avec de telles revendications sans avoir d'abord effectué un travail sur les structures internes de l'organisation. Les luttes féministes menées à l'ASSÉ se sont toujours faites pas mal en parallèle du reste, ou comme une perspective au sein des campagnes annuelles: aussi, les structures actuelles correspondent à ce type de séparation. Si nous voulons éventuellement être en mesure de faire d'une campagne féministe la campagne centrale, il faudra d'abord avoir intégré des structures féministes aux structures générales des associations. Il nous semble que c'est nécessaire si on veut s'assurer qu'il y ait en tout temps des contre-pouvoirs féministes au sein des instances décisionnelles (pour éviter des

dérapages), mais aussi pour s'assurer que la légitimité de concepts de base pour ce type de campagne (reconnaissance de la culture du viol, respect de la non-mixité lorsqu'elle est demandée, respect de la volonté des survivantes lorsqu'il s'agit d'agir contre des agressions sexuelles, etc.) ne repose pas uniquement sur les épaules des militantes qui s'impliquent à ce moment (particulièrement dans les campus où le rapport de force féministe est moins établi et depuis moins longtemps). De plus, il est peu probable qu'à ce stade-ci les militant-e-s soient en mesure de répondre à des cas de violences sexuelles et possèdent les ressources nécessaires pour mener à terme un processus de justice transformatrice ou pour accompagner une survivante dans tout autre type de dénonciation (incluant les plaintes formelles à la police). Enfin, la répartition actuelle des tâches dans le milieu militant et le peu de participation des hommes à la préparation du congrès femmes, soit par malaise ou par désintérêt, rappelle que nous sommes encore trop peu préparé-e-s à mener ce genre de campagne de manière mixte.

POUVONS-NOUS TRAVAILLER ENSEMBLE À ÊTRE FÉMINISTES?

En lien avec ces différentes réflexions, nous avons formulé quelques propositions de travail pour la prochaine année dans le but d'intégrer davantage le féminisme à l'ensemble de nos pratiques:

1. Intégrer des contre-pouvoirs féministes aux structures décisionnelles centrales des associations. Par exemple, à Maisonneuve, des femmes ont amené un avis de motion pour créer des postes de déléguée et adjointes aux affaires féministes sur l'exécutif (qui ne pourront être occupés que par des femmes) et qui fait du comité femme un comité permanent lié à ces postes (au même titre que le comité de mobilisation avec les postes de délégué-e à la mobilisation). Sinon, lors du caucus Montréal en congrès femmes, l'AESPEP a fait mention d'une instance parallèle aux Assemblées Générales (mais avec les mêmes pouvoirs), le conseil féministe, qui est mixte mais où seules les femmes ont droit de vote. Ce sont des solutions qui ne sont sans doute pas parfaites et qui restent à expérimenter; on pourrait aussi sans doute imaginer d'autres types de structures adaptées aux différentes réalités locales et nationale.

2. S'assurer que toutes les associations aient au moins un principe féministe et soutenir les associations de manière à ce qu'elles intègrent des pratiques féministes de base (comme l'alternance homme-femme et la féminisation des textes et des interventions orales).

3. Produire et diffuser à l'interne plus de documentation « pratique » et de matériels d'information sur ces questions tout en les rendant accessible aux militant-e-s féministes de régions plus éloignés (par exemples en investissant les plate-formes informatiques tel que le site web du comité femmes de l'ASSÉ.). En vue d'accroître le dialogue entre les comités femmes et militant-e-s locaux, repartir la liste femmes-support (afin de demande de l'aide ou offrir du soutien, etc.). Ces mesures permettraient de réduire l'isolement et l'impression de "tout à faire" des associations hors-Montréal.

4. Réfléchir à la forme que pourrait prendre une escouade du senti lors de camps de formations de l'ASSÉ afin de prévenir les comportements oppressifs et discriminatoires et d'agir en cas de nécessité. Cette escouade pourrait avoir la possibilité d'exclure les individus problématiques afin de garder nos instances sécuritaires pour toutes et tous.

Les femmes du conseil exécutif et des comités Femmes et Diversité sexuelle de Maisonneuve

Appuyé par le conseil exécutif de la SOGÉÉCOM